



**HAL**  
open science

## Si proche, si loin : une revue de la littérature francophone sur le politique au Portugal

Irène dos Santos, Victor Pereira, Marie Hélène Sa Vilas Boas

### ► To cite this version:

Irène dos Santos, Victor Pereira, Marie Hélène Sa Vilas Boas. Si proche, si loin : une revue de la littérature francophone sur le politique au Portugal. Christophe Roux; Marie-Hélène Sa Vilas Boas; Victor Pereira. Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales, L'Harmattan, pp.17-39, 2022, Politique Comparée, 978-2-14-029877-6. hal-03931490

**HAL Id: hal-03931490**

**<https://hal.science/hal-03931490v1>**

Submitted on 9 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Chapitre 1 : « Si proche, si loin : une revue de la littérature francophone sur le politique au Portugal », 17-39, Irène Dos Santos (CNRS, URMIS), Victor Pereira (Université de Pau et des Pays de l'Adour), Marie-Hélène Sa Vilas Boas (Université Côte d'Azur, ERMES) :**

Présenter les travaux publiés en France sur le politique au Portugal peut être perçu comme une entreprise hasardeuse. Le nombre de publications est bien plus conséquent que ce que les auteurs pensaient avant de rédiger cet article. Mais ces travaux étant souvent lus et connus des seuls spécialistes du Portugal, leur visibilité dans le champ scientifique reste limitée. Aussi, l'opération de sélection opérée dans cet article est-elle nécessairement réductrice. En outre, cet exercice isole artificiellement des travaux bien souvent publiés en plusieurs langues, dans des espaces géographiques et scientifiques variés. Une telle entreprise se justifie néanmoins par ce qu'elle révèle de l'intérêt et de l'attention scientifiques consacrés, en France, à certains aspects de la vie politique portugaise. Si l'âge d'or du Portugal, c'est-à-dire l'époque des « Grandes découvertes », a alimenté une série de publications en histoire, le Portugal est régulièrement (ré)interrogé par diverses disciplines de sciences humaines et sociales pour éclairer des phénomènes politiques variés, telles que les situations autoritaires, les migrations, l'engagement politique, etc. Jusqu'à une période récente, le Portugal contemporain a essentiellement été pris comme terrain d'étude pour répondre à des questions qu'intellectuels, chercheurs et militants se posaient en France en fonction du contexte scientifique et politique de l'Hexagone. Si la tendance à étudier le politique au Portugal pour d'autres raisons que pour en saisir ses logiques propres s'est estompée, nous verrons qu'elle a influé sur le choix des thèmes et des approches privilégiées pour penser cet objet.

Pour que cette revue de la littérature ne se résume pas en un exercice de citations, il nous a fallu, d'une part, circonscrire une période de l'histoire portugaise sur laquelle portent les travaux étudiés et, d'autre part, retenir une définition du politique. Nous avons ainsi fait le choix de présenter la littérature réalisée sur la période républicaine, initiée en 1910, poursuivie, formellement du moins, par l'Etat nouveau, et renouvelée suite à la Révolution des Œillets. Une telle périodisation met bien évidemment de côté tout un pan de la très riche littérature relative à l'histoire la plus connue du Portugal, celle qui porte sur ses expéditions maritimes et le processus de colonisation de territoires dans les Amériques, l'Afrique et l'Asie<sup>1</sup>. Toutefois, c'est précisément pour interroger un Portugal contemporain moins connu que cette revue de littérature se borne à l'étude des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. Ce choix temporel s'est en outre accompagné d'une délimitation du territoire portugais. Bien que jusqu'en 1974, le Portugal constitue un empire ancré dans plusieurs continents, notre attention portera essentiellement sur les travaux centrés sur le territoire métropolitain quelle que soit la période considérée.

Si la période historique et le cadre géographique retenus sont restrictifs, la définition du politique sur laquelle nous nous appuyons est, elle, extensive (Buton et al. 2016, le Gall et al. 2012). Elle est d'abord entendue dans son acception la plus classique, c'est-à-dire comme une activité sociale spécialisée et différenciée, menée dans un champ politique doté d'une autonomie, bien que relative. Mais elle est également envisagée sous l'angle de son « ordinaire », des appropriations « par le bas » des institutions et discours politiques (Bayart et al. 1992). Dans cette

---

<sup>1</sup> Nous pensons notamment aux travaux menés par René Pélissier, Jean Aubin, Déjanirah Couto et Michel Cahen.

perspective, le politique inclut d'abord les rapports profanes au politique, émanant d'acteurs éloignés du champ politique. Toutefois, si en France, les rapports profanes au politique sont souvent associés à l'étude des classes populaires (Buton et al. 2016), dans la littérature sur le Portugal, cet ordinaire du politique est plutôt envisagé à partir de l'étude des sociétés rurales ou à celle des émigrés, des catégories qui recoupent la notion de classe populaire telle qu'utilisée en France, tout en s'en distinguant (Borges Pereira et Siblot, 2017)<sup>2</sup>. Le politique renvoie ensuite aux activités sociales quotidiennes de la population mais également des élites politiques. C'est à partir des routines individuelles et institutionnelles, des activités informelles ou des stratégies de contournement que les individus déploient à l'égard des institutions politiques que le politique peut être compris, notamment dans le contexte autoritaire de l'*Estado Novo*.

Une telle conception élargie est privilégiée en raison du caractère interdisciplinaire de cette revue de littérature. Cet article évoque principalement des travaux d'histoire, de science politique et d'anthropologie en raison de l'affiliation scientifique des auteur.e.s. Le politique n'étant pas nécessairement abordé de la même façon par ces trois disciplines, une définition étendue permet de mettre en relief les perspectives de chacune d'elles. Mais cette définition étendue s'est également imposée durant cette confrontation disciplinaire car le politique est bien souvent « introuvable » dans la littérature francophone sur le Portugal, du moins lorsque l'on s'écarte des objets les plus explicitement politiques à savoir les régimes, les gouvernements, les transitions démocratiques, etc. Le constat d'une relative évacuation du politique autour d'autres thèmes majeurs de la littérature, telles que les migrations ou les sociétés rurales, dépend d'abord des « traditions » disciplinaires. Les travaux de science politique et d'histoire du Portugal se sont d'abord concentrés sur les institutions et acteurs étatiques alors que l'anthropologie n'a pas nécessairement eu pour ambition de penser les phénomènes politiques. Mais au-delà de ces distinctions entre disciplines, on note une difficulté, dans chacune d'elle, à penser les rapports ordinaires au politique lorsqu'ils ne subvertissent pas a minima l'ordre social. En effet, si les stratégies quotidiennes de résistance (Scott 1985, 2009) et la mobilisation d'un rapport à la justice (Hamidi 2010) ont été explorées à partir de terrains variés, il reste plus difficile de trouver une littérature qui n'aborde pas sous l'angle de la dépolitisation ou de l'apathie (Eliasoph, 2010) les situations où les gouvernés manifestent en apparence de l'indifférence voire une adhésion à un régime conservateur. Aussi, une partie de la littérature abordée dans cet article a été relue sous le prisme de la définition élargie du politique que nous avons retenue. Cette revue de la littérature montre néanmoins que l'on en sait peu sur les relations entretenues entre gouvernants et gouvernés avant la période de démocratisation du régime portugais.

Enfin, cet article propose de penser conjointement la production des savoirs sur le Portugal à leurs lieux de production. En effet, l'attention privilégiée accordée à certains thèmes et la publication des travaux d'auteurs portugais ou étrangers ne peuvent être autonomisées des réseaux de chercheurs et des structures matérielles qui leur donnent corps. Les publications sur le Portugal reposent bien souvent sur les liens interpersonnels entretenus entre chercheurs français et portugais et/ou sur les orientations de certains laboratoires et revues. Ces publications attestent d'ailleurs d'une évolution des lieux de production des savoirs sur le politique au Portugal. Les revues disciplinaires spécialisées ayant eu un rôle important de diffusion des savoirs sur le

---

<sup>2</sup> Sur la construction de la catégorie « classe populaire » dans les sciences sociales françaises et portugaise, cf. Virgílio Borges Pereira et Yasmine Siblot (2017).

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

Portugal et son ancien empire dans les années 1990 et 2000, à l'image de *Lusotopie* ou de *Recherches en anthropologie du Portugal*, ont disparu<sup>3</sup>. La diffusion des savoirs scientifiques sur ce pays est aujourd'hui davantage assurée par certaines revues généralistes, en particulier celles qui accordent une attention à l'Europe, notamment du Sud, telles que *Pôle Sud* en science politique. Cette évolution est à lier, nous le verrons, à l'insertion du Portugal dans la Communauté Économique puis l'Union Européenne, un processus ayant conduit à réinterroger les dynamiques politiques portugaises à l'aune de son ancrage européen.

Cet article est structuré autour de l'étude de trois thèmes. Il aborde d'abord les controverses autour de la caractérisation de l'*Estado Novo*. Il présente ensuite les études relatives aux pratiques de participation conventionnelles et non conventionnelles. Enfin, il consacre une partie à l'analyse des migrations. Ces trois thèmes, qui occupent une place majeure dans la littérature francophone sur le Portugal, ne permettent pas de rendre compte de l'ensemble des travaux publiés. Sont ainsi mis de côté les travaux portant sur les usages et les effets de l'Union Européenne ou sur les processus de métropolisation. Bien que ces thèmes alimentent, en particulier ces dernières années, des travaux particulièrement riches, il nous a semblé préférable de centrer notre revue de la littérature sur des thématiques transversales à l'ensemble de la période et aux disciplines étudiées. Sont également mis de côté les travaux en lettres et sur les œuvres artistiques, qui pourraient sans doute compléter notre revue de la littérature mais n'entrent pas dans les domaines de spécialité des auteurs.<sup>4</sup>

### **L'*Estado Novo* vu de France**

Dès sa fondation en 1933, l'*Estado Novo* suscite l'intérêt d'une partie des droites françaises qui perçoivent le Portugal comme un miroir (Hurault 2000, Mariz 2005, Chatriot 2005, Dard et Sardinha-Desvignes 2018). La dictature dirigée par António de Oliveira Salazar semble en effet appliquer des principes nés en France : au cours de sa formation, le dictateur a été fortement influencé par la réforme sociale incarnée par Frédéric Le Play et ses continuateurs de l'école de la Science sociale (Kalaora et Savoye 1989, Kalaora 1989)<sup>5</sup> tout comme par l'œuvre de Charles Maurras. Beaucoup veulent ainsi voir dans l'*Estado Novo*, qui prétend construire progressivement un État corporatif basé sur la collaboration des classes sociales, reniant les principes individualistes du libéralisme, supprimant les syndicats libres et réprimant le mouvement ouvrier, une application d'idées nées dans l'Hexagone. Le régime apparaît comme un antidote contre le communisme et une alternative tant à la démocratie parlementaire qu'aux dictatures fascistes et nazis. Journalistes et écrivains se rendent ainsi au Portugal, souvent par l'entremise du *Secretariado da Propaganda Nacional* dirigé par António Ferro, et à leur retour en France tressent les louanges de Salazar qui aurait mis fin à l'anarchie dans laquelle le pays se trouvait depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Dans les années 1910-1920, une partie de la presse française se plaisait à présenter le Portugal comme le pays des révolutions et des coups d'État permanents. Le terme « portugaliser »

---

<sup>3</sup> Après une interruption de plusieurs années (2010-2017), la revue *Lusotopie* a été relancée.

<sup>4</sup> Les travaux sur la littérature lusophone abordent, parfois, le politique. Le « lusitanisme » s'est développé, depuis les années 1920, en France, au sein des départements des langues et civilisations de plusieurs universités. Il s'est également appuyé sur des revues comme « Bulletin des études portugaises » (1931-1997), « Arquivos do Centro Cultural Calouste Gulbenkian » (1969-2005), « Latitudes » (1997-2011), « Sigila » (1998-...).

<sup>5</sup> Paul Descamps, un des membres de l'école leplaysienne, réalise au début des années 1930 une enquête au Portugal : Paul Descamps (1935).

était alors parfois utilisé comme synonyme de vassalisation (le Portugal étant censé être le vassal de la Grande-Bretagne). La capacité de Salazar à rétablir l'autorité de l'État<sup>6</sup>, à défendre la souveraineté du pays et à réduire la participation politique – vue comme nocive par ces observateurs conservateurs craignant la « révolte des masses » selon l'expression de José Ortega y Gasset – explique ce vif intérêt pour le Portugal. Le retour de l'ordre – qu'il soit financier, économique et politique – et l'extinction des passions politiques sont surtout expliqués par le génie du dictateur et le bien-fondé de sa politique corporative et non pas par la répression menée par l'armée et par la police politique. Pour les penseurs conservateurs qui considèrent la participation politique comme néfaste, l'expérience salazariste doit constituer un modèle à imiter. L'académicien Claude Farrère présente ainsi le Portugal de Salazar comme une « terre de paix, d'ordre, de prospérité et de bonheur, d'où toute politique est exclue » (Georgel 1981 : 263).

Le contexte politique et intellectuel français explique cet intérêt pour le corporatisme portugais. Le constat d'une démocratie parlementaire et d'un État libéral en crises (Rousselier 2015), menacés tant par le communisme que par le fascisme, impose un questionnement récurrent sur la réforme de l'État qui ne se « limite pas à un renforcement du pouvoir exécutif pour éradiquer les carences du parlementarisme mais passe aussi par une réflexion approfondie sur une réforme économique et sociale mettant en jeu de nouveaux types de représentation politique et professionnelle et pouvant déboucher sur des propositions de type corporatiste » (Dard et Sardinha-Desvignes 2018 : 284). Le spectre des intellectuels se penchant sur le cas portugais est large et compte des personnalités influentes. Ainsi, François Perroux, auteur en 1938 du livre *Capitalisme et communauté de travail* (Perroux 1938) qui lui assure une forte notoriété (Chavagneux 2003, Cohen 2006), entretient une correspondance avec António de Oliveira Salazar et Marcelo Caetano. Perroux écrit à ce dernier, l'un des principaux doctrinaires du corporatisme portugais (Castilho 2012), pour lui assurer qu'il « souhaite vivement que nous restions en relations ayant pu constater que nous sommes en accord profond sur l'essentiel »<sup>7</sup>.

Cette attention pour le corporatisme portugais s'accroît encore sous le régime de Vichy qui prétend également appliquer une « troisième voie » entre socialisme et libéralisme et imposer la collaboration de classes au détriment de la lutte des classes. Par exemple, peu après la victoire allemande en juin 1940, André de Leffe, avocat à la cour d'appel de Poitiers, écrit au ministère des Affaires étrangères portugais car il désire préparer un doctorat sur l'*Estado Novo*. Ce choix semble découler non d'un questionnement scientifique mais d'affinités idéologiques : « la fermeté si intelligente et si humaine avec laquelle il [Salazar] a réorganisé les finances du Portugal et rétabli l'ordre général dans ce pays, l'habileté avec laquelle il maintient aujourd'hui sa patrie en paix au milieu d'un monde bouleversé ont vivement frappé mon esprit »<sup>8</sup>. Des membres de l'Institut d'études corporatives et sociales (Kaplan 2001, Cohen 2012, Deroussin 2013), dirigé par Maurice Bouvier-Ajam, offrent également une place de choix au cas portugais dans leurs travaux et enseignements sur le corporatisme (Baudin 1942, Bouvier-Ajam 1943). Cependant, le plus souvent ces recherches se font à partir de la propagande publiée par le régime. Ainsi, André de

---

<sup>6</sup> Une compilation d'une partie des discours de Salazar est publiée en 1937 dans un ouvrage au titre suggestif : « Comment on relève un État » (Salazar 1937).

<sup>7</sup> Lettre de François Perroux adressée à Marcelo Caetano, 14 mai 1937, Arquivo Marcelo Caetano, Instituto dos Arquivos Nacionais-Torre do Tombo, caixa 43.

<sup>8</sup> Lettre d'André de Leffe adressée au Ministre des Affaires étrangères portugais, 31 octobre 1940, Arquivo Histórico Diplomático, Arquivo Paris, maço 169.

Leffe ne demande pas « une multitude de livres, mais seulement des ouvrages essentiels, substantiels et précis »<sup>9</sup>. Dans sa thèse, il admet des « imperfections » et des « lacunes » mais les impute « aux circonstances qui ne permettent pas de communiquer actuellement avec le Portugal », lui empêchant de « réunir toute la documentation désirable » (Leffe 1942). Ces travaux, en dépit des informations réduites et souvent biaisées sur lesquels ils reposent, louent l'expérience corporative portugaise. Dans une comparaison souvent implicite avec le modèle fasciste italien, pour ces auteurs, le système corporatif portugais apparaît atteindre un équilibre entre régulation des marchés et respect des libertés. Toutefois, ces études signalent son inachèvement. En effet, à l'époque, les corporations en tant que telles n'existent pas (elles ne sont créées qu'à partir des années 1950) et l'État soumet à son étroit contrôle tout le système corporatif. Odette Samson, par exemple, note que c'est un corporatisme d'État qui est établi au Portugal et non pas un corporatisme d'association en dépit des discours des dirigeants portugais qui privilégient le second sur le premier (Samson 1938).

La défaite des fascismes en 1945 entraîne une perte d'intérêt pour le « modèle » portugais. La dictature dirigée par Salazar apparaît pour beaucoup comme une survivance anachronique de l'ère des fascismes mais ne suscite pas, pour autant, le même antagonisme que le régime dirigé par Francisco Franco, né d'une guerre civile fratricide qui mobilisa une partie de l'opinion publique française. Avec la disqualification des idées corporatistes, fascistes et nationalistes, le régime salazariste n'apparaît plus comme un modèle pouvant offrir des leçons. Par exemple, Maurice Duverger, ancien sympathisant des idées corporatistes (Derandeu 1992, Pereira 2018), critique publiquement la dictature de Salazar à plusieurs reprises (Duverger 1961 : 188) tandis que François Perroux inspire les travaux de hauts fonctionnaires et chercheurs portugais critiques des politiques sociales – et surtout de leurs absences et/ou limites – menées par la dictature<sup>10</sup>.

Après-guerre, les intellectuels et enseignants proches de l'opposition anti-salazariste reçoivent une certaine attention. En 1946, Pierre Hourcade, directeur de l'Institut Français au Portugal informe sa hiérarchie que « le gouvernement portugais a fait semblant de rendre une certaine liberté à l'opinion, puis est revenu à son attitude antérieure après des élections brusquées et qu'il a commencé aussitôt après à exercer de discrètes mais efficaces représailles sur un certain nombre de techniciens ou d'intellectuels qui avaient eu le courage de se manifester ». Parmi ces derniers Hourcade signale des « universitaires de premier plan qui seront appelés plus tard à jouer un rôle important dans la vie politique et intellectuelle de leur pays »<sup>11</sup>. Il recommande tout particulièrement le cas de l'historien Vitorino Magalhães Godinho, introducteur de l'école des Annales au Portugal, qui est recruté par le CNRS en 1947. D'autres intellectuels et chercheurs, parfois démis de leurs fonctions à l'Université ou dans l'impossibilité de continuer leurs recherches, s'installent en France.

Cependant, assez rapidement, la dictature salazariste réussit à modifier de nouveau son image auprès des dirigeants occidentaux. Dès 1947, le début de la guerre froide permet à Salazar d'apparaître comme un allié sûr face à la menace communiste. Le régime dispose d'un atout

---

<sup>9</sup> *Idem.*

<sup>10</sup> Dès son deuxième numéro, la revue *Análise Social* publie des textes de François Perroux. Ce dernier est abondamment cité par plusieurs chercheurs, notamment ceux proches du catholicisme progressiste critique de la dictature.

<sup>11</sup> Note de Pierre Hourcade, 28 janvier 1946, Archives du ministère des Affaires étrangères, Relations culturelles, 1945-1947, vol.79.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

géostratégique majeur : les Açores, archipel jugé comme fondamental par la hiérarchie militaire américaine. Bien que non-démocratique, le Portugal compte ainsi parmi les membres fondateurs de l'OTAN. Le régime apparaît comme un moindre mal. La plupart des diplomates et dirigeants occidentaux considèrent que la dictature de Salazar est adaptée au niveau de développement économique et social du pays. Selon les chancelleries occidentales, Salazar recueillerait l'appui d'une grande partie de la population, sans avoir à exercer une répression intense, et éviterait l'apparition d'un régime communiste. En France, l'ouvrage publié en 1952 par la journaliste Christine Garnier (1952) – *Vacances avec Salazar* – alimente cette manière de voir. Le livre tente d'humaniser Salazar et propage l'idée d'un dictateur malgré lui, se sacrifiant pour la nation, dirigeant le pays avec l'appui d'une population heureuse de vaquer à ses occupations, sans être troublée par l'agitation politique. Le pays semble se moderniser, certes lentement, mais sans troubler une société attachée à ses traditions. Bien qu'il admette une partie des idées de Maurras, qui ne cesse de le soutenir depuis la prison de Clairvaux, Salazar a toujours décliné un des principes du penseur nationaliste et antisémite français : le « politique d'abord ». Comme l'a mis en exergue Henri Massis (1961) – un maurrassien lui aussi – Salazar prétend faire vivre les Portugais « habituellement », les préservant à la fois d'une modernisation économique et sociale rapide et des troubles de l'activité politique présentée comme une activité pernicieuse. Les présentations de la dictature passent ainsi par un évidement de la politique et présentent Salazar comme un « technicien » ne faisant pas de politique dans le sens partisan du terme.

À la fin des années 1950, l'opposition anti-salazariste reprend de la vigueur et en 1961 la domination coloniale est ébranlée par des guerres, d'abord en Angola, puis en Guinée-Bissau en 1963 et, enfin, au Mozambique en 1964. La France accueille un nombre grandissant d'intellectuels et d'étudiants qui fuient la répression, l'emprisonnement ou la conscription. Un certain nombre d'entre eux empoigne l'« arme du savoir » dans leur répertoire d'action politique et s'engage dans l'étude de l'*Estado Novo*. Il s'agit pour beaucoup de comprendre pourquoi ce régime, désormais vieux de trois décennies et qui a résisté à la chute des dictatures occidentales en 1945, se maintient. Plusieurs exilés se consacrent ainsi à l'analyse de la dictature, aux rapports de force qui existent en son sein, au développement du capitalisme, aux mouvements migratoires dont le volume croît fortement au cours des années 1960-1974. Ces analyses doivent permettre d'imaginer le pays après la chute de la dictature.

Cette connaissance s'articule avec l'action de sensibilisation des opinions publiques et des gouvernements occidentaux qui ignorent presque totalement la dictature portugaise. Comme le note Michel Lyon, en 1962, dans la revue *Après-Demain*, fondée par la Ligue des droits de l'homme, « ce régime [de Salazar], soporifique et hypocrite, a pour but (...) de faire le moins de bruit possible, et surtout de se faire ignorer à l'étranger ; objectif atteint jusqu'à une époque récente : qui connaissait la vie politique portugaise dans le grand public en France ? » (Lyon 1962 : 1). Ainsi certains exilés veillent à entretenir des contacts avec la presse française et à leur fournir des informations (concernant la répression de l'opposition notamment : arrestations, conditions d'emprisonnement, tortures infligées). Pour ces exilés, étudier la dictature ou la période qui l'a précédée revient également à essayer de comprendre les raisons de leur exclusion du pays où ils sont nés. Ces travaux leur permettent de maintenir des contacts avec leur pays d'origine, de surmonter la rupture que constitue l'exil et de donner un sens à leur absence alors que l'exil est souvent perçu, au sein de l'opposition anti-salazariste, comme une faiblesse voire comme une défection dans le combat politique (Pereira 2013). Manuel Villaverde Cabral, exilé en

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

France entre 1964 et 1974, soutient qu'il y avait chez lui et chez « tant de collègues de ma génération des années 1960, la tentation de projeter la vocation pour les sciences sociales, *et pour cause*, dans l'activité politique » (Cabral 2008 : 36). Étude de la dictature et lutte politique sont de fait inséparables. Ainsi, au sein d'universités françaises, plusieurs exilés entreprennent des thèses qui s'articulent avec leur combat politique. C'est par exemple le cas de plusieurs membres de la revue *Cadernos de circunstância* publiée entre 1967 et 1970, à Paris, à laquelle collaborent Manuel Villaverde Cabral, Fernando Medeiros, João Freire, Alfredo Margarido ou Jorge Valadas qui mêlent, dans un contexte intellectuel marqué par le structuralisme, plusieurs approches disciplinaires (histoire, sociologie, économie). Plusieurs d'entre eux mènent leurs recherches avec des hispanistes – comme l'historien marxiste Pierre Vilar<sup>12</sup>, professeur en histoire économique et sociale à la Sorbonne. S'ils se tournent vers des hispanistes ou d'autres historiens non spécialisés sur le Portugal, c'est, qu'à l'époque, les enseignants-chercheurs s'intéressant à l'histoire et à la littérature portugaises sont surtout spécialistes de la période dite des Grandes Découvertes comme Frédéric Mauro, Léon Bourdon ou Jean Aubin. Les contemporanéistes sont plus rares et se penchent plutôt sur le XIX<sup>ème</sup> siècle comme Albert Silbert et Georges Boisvert ou sur la Première République (1910-1926) comme Alain-Albert Bourdon. L'histoire de l'*Estado Novo* est alors absente de l'Université française et *a fortiori* du Centre Culturel portugais inauguré en 1965 dont le premier directeur, Joaquim Veríssimo Serrão, est un historien conservateur proche de Marcelo Caetano. Le Centre culturel, avec lequel collaborent la plupart des lusitanistes français, se consacre plutôt à une « érudition académique concentrée sur la Renaissance, les découvertes et l'expansion maritime, une ère perçue comme l'apogée de l'histoire du Portugal » (Ramos 2015, 35). Ce n'est qu'à partir des années 1980, quelques années après la Révolution des Œillets, que le Centre rompt avec l'« éloignement de l'actualité » (Ramos 2015, 40) et commence à aborder résolument le XX<sup>ème</sup> siècle.

Certaines de ces thèses préparées par des exilés en France posent la question de la nature du régime salazariste et reviennent sur la question du corporatisme qui avait suscité de nombreuses interrogations quelques décennies auparavant. Ainsi Manuel de Lucena, exilé à partir de 1963, d'abord à Rome puis à Paris, soutient en 1971, au sein de l'Institut de Sciences Sociales du travail de l'Université Paris I, un mémoire sur l'évolution du système corporatif portugais (Lucena 1971). Il montre ainsi le décalage entre les discours et leur application. Comme les observateurs français des années 1940 l'avaient déjà noté, c'est un corporatisme fortement étatique qui a été appliqué : l'État contrôle étroitement l'économie et laisse peu de libertés aux différents acteurs. Plus qu'une collaboration de classe, c'est un système liberticide qui a été édifié. Les travailleurs ont été privés de toute possibilité de défendre leurs droits (les grèves et les manifestations sont interdites et le système corporatif ne permet pas l'énonciation de leurs revendications). Ce travail de Lucena est, dès 1976, publié en portugais et marque le champ des études du salazarisme, notamment à partir de sa définition du régime comme un « fascisme sans mouvement fasciste » (Lucena 1976).

Le 25 avril 1974 et le processus révolutionnaire qui s'étend jusqu'au 25 novembre 1975 suscitent une curiosité médiatique et intellectuelle : les interrogations sur le modèle politique, économique et social portugais s'insèrent dans les débats français autour de l'auto-gestion, les

---

<sup>12</sup> Pierre Vilar dirige notamment les thèses de Miriam Halpern Pereira, Fernando Medeiros et Manuel Villaverde Cabral.



nationalisations et le totalitarisme (Pereira 2016). Plusieurs livres, rédigés principalement par des journalistes et des militants politiques, sont consacrés à la révolution portugaise entre 1974 et 1977 et tranchent avec la littérature des années précédentes en s'intéressant aux mouvements sociaux. Pendant ces quelques mois, le politique ne semble plus être le monopole des élites. Mais dès la fin des années 1970, l'intérêt pour le Portugal contemporain s'estompe. Néanmoins, alors que les synthèses sur le XX<sup>ème</sup> siècle portugais étaient jusqu'alors signées par des journalistes (Rudel 1968, Rudel 1980) ou des écrivains (Chantal 1965), des historiens rédigent des ouvrages sur cette période jusqu'alors peu étudiée (Marcadé 1988).

Une partie des chercheurs portugais exilés en Europe s'installe au Portugal et y poursuit sa carrière académique. La vitalité des études réalisées en France sur le Portugal des années 1960-1974 s'estompe donc fortement avec ces retours. Au sein des universités françaises, l'*Estado Novo* suscite peu de recherches bien que quelques livraisons de revues publient des articles sur ce régime<sup>13</sup>. Le salazarisme est parfois convoqué, notamment dans les vigoureux débats, qui commencent dans les années 1980 et s'étend jusqu'à nos jours, sur l'existence ou non d'un fascisme français, pour distinguer le fascisme des autoritarismes (Pinto 1986)<sup>14</sup>. En effet, alors que la question de la nature du régime – fasciste ou non fasciste – est vivace au Portugal, la plupart des historiens français rangent le salazarisme dans la catégorie des autoritarismes. L'absence de mobilisation de la population, le maintien des structures traditionnelles (Église, armée, notables provinciaux), les réticences de Salazar face à la modernisation, l'inexistence d'un culte du chef, au demeurant peu charismatique, la volonté de rester à l'écart des conflits internationaux, l'apparent moindre usage de la violence amènent la plupart des historiens français à considérer l'*Estado Novo* comme un régime autoritaire. Dans sa synthèse sur le salazarisme publiée sept ans après le 25 avril 1974, Jacques Georgel considère que le salazarisme n'est pas un fascisme. En 1996, Yves Léonard arrive à la même conclusion, suivant notamment les travaux menés par António Costa Pinto dans sa thèse soutenue à l'Institut Universitaire Européen de Florence.

Toutefois, certains chercheurs défendent l'inclusion du salazarisme dans la catégorie des fascismes. Michel Cahen, spécialiste des colonies portugaises et plus particulièrement du Mozambique, reprend à nouveau frais cette question, pointant le rôle de l'État. Selon lui, exonérer le salazarisme de sa nature fasciste n'est qu'une nouvelle forme de l'exceptionnalisme portugais qui existe dans d'autres domaines, notamment dans sa politique coloniale. Pour Cahen, les fonctions exercées par l'État portugais sont celles du fascisme : « un régime totalitaire, au sein d'une économie capitaliste, dans un pays du centre du monde » (Cahen 2008 : 91-92).

Néanmoins, on peut faire le constat, après plusieurs décennies de débats et de controverses qui se sont notamment exprimés publiquement, à l'été 2012, lors d'une *Historikerstreit* des historiens portugais (Meneses 2012), que ces obsessions classificatoires, « qui ne disent rien des modes de gouvernement et de l'exercice concret du pouvoir » (Hibou 2011), perdent de leur portée heuristique. En effet, ces travaux se concentrent surtout sur les discours, la propagande (plusieurs ouvrages ont été ainsi consacrés au Portugal à António Ferro) et se

---

<sup>13</sup> « Le Salazarisme », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°62, 1999. Dossier dirigé par Yves Léonard et réunissant des contributions de Nuno Severiano Teixeira, António Costa Pinto, Helena Pinto Janeiro et de Fernando Rosas. En 2005, la revue *Pôle Sud* consacre son 22<sup>ème</sup> numéro au « Portugal politique », dossier qui compte, entre autre, un article de Luís Reis Torgal sur l'*Estado Novo*.

<sup>14</sup> Débat suivi avec attention par certains chercheurs portugais étudiant le salazarisme, comme António Costa Pinto (1986).

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

focalisent sur Salazar et, dans une moindre mesure, sur Marcelo Caetano. En dépit de travaux récents qui questionnent le rôle de l'Etat et les relations de pouvoir pendant l'*Estado Novo* (Monteiro 2016) s'appuyant sur des études de cas de politiques publiques, le questionnement sur la nature du régime conduit à négliger les pratiques étatiques tout comme les rapports sociaux et délaissent de nombreuses sources, tant écrites qu'orales (Domingos et Pereira 2010).

### ***Une coupure entre «pays politique» et «pays réel»? La participation politique en débats***

Le regard porté sur le régime portugais jusqu'à la fin de l'*Estado Novo* a en partie conditionné la manière dont la participation politique a été pensée. Jusqu'aux années 1980, ce thème est principalement abordé dans des travaux de synthèse portant sur l'Histoire du Portugal, sur l'*Estado Novo* et dans une moindre mesure, sur l'organisation socio-économiques des sociétés rurales. Mais il est évoqué pour analyser d'autres enjeux – le régime, la dictature ou les rapports sociaux au local. Aussi est-il envisagé sous un angle simplifié, les auteurs pointant principalement l'exclusion politique des gouvernés. La révolution des Œillets marque une rupture dans le traitement scientifique du sujet. On assiste depuis lors à une redécouverte des organisations jouant un rôle d'intermédiation politique et des répertoires d'action utilisés par la population portugaise pour prendre part à la vie politique ou la contester. Cette évolution est allée de pair avec un déplacement du cadre d'analyse, le Portugal étant dorénavant questionné sous l'angle de son ancrage européen.

En premier lieu, deux approches de la participation politique dominent la littérature jusqu'aux années 1980. L'une est centrée sur l'élitisme du champ politique et l'autre sur la relative autonomie des populations rurales à l'égard des institutions politiques. Tout en étant développées dans des lieux et par des disciplines distinctes, ces deux perspectives convergent sur un même constat : la faible pénétration des institutions politiques dans l'espace social, du moins jusqu'à la Révolution des Œillets. Mais la convergence analytique s'arrête là, ces deux approches offrant une représentation différente de la participation politique au Portugal en raison des méthodes et des perspectives qu'elles privilégient. La première, souvent développée « à distance » par le recueil de textes officiels et la lecture des travaux portugais, met en avant la passivité et la dépolitisation de la population du fait de la construction élitiste du système politique portugais. La seconde, fondée sur l'ethnographie, insiste sur le développement de pratiques politiques « informelles », en particulier dans les sociétés rurales, et la traduction des jeux et enjeux politiques dans un univers de sens propre à ces mêmes sociétés. Cette autonomie est expliquée par les coutumes, les structures familiales ou la propriété de la terre.

C'est principalement en histoire, en science politique et en droit constitutionnel que l'approche « par le haut », centrée sur la construction du champ politique, est développée. Cette perspective ne peut être associée à un courant de recherche mais est abordée dans des travaux éclatés, qui portent soit sur le Portugal exclusivement, soit sur les régimes autoritaires. Elle montre la relative unité sociale des élus et leurs faibles relations avec les gouvernés. Certains auteurs soulignent le moindre ancrage social des formations partisans, issues des rivalités entre élites, à partir de l'établissement de la Monarchie constitutionnelle en 1834. Si les élites s'organisent autour d'un bipartisme stable à partir de 1851, elles se différencient peu quant à leur

profil social – noble ou bourgeois – et à leur programme<sup>15</sup>. Cette perspective élitiste est également mobilisée pour penser la proclamation de la République en 1910. Le renversement de régime est décrit, par certains, comme un processus « par le haut », mené par un Parti Républicain sans « solides assises sociales » (Marcadé 1988, p. 33), qui ne réussit pas à mobiliser une classe ouvrière réduite et peu organisée (Durand 1992, p.195-196). Loin d'inclure les citoyens, la République consacre plutôt la division historique entre le « pays politique » et le « pays réel » (Marcadé 1988, p. 33). Cette dichotomie trouve, selon d'autres auteurs, son expression maximale sous l'*Estado Novo*, cette « dictature des professeurs » où Salazar gouverne généralement seul (Georgel 1981).

Le rappel de l'élitisme du champ politique est couplé au constat de l'exclusion de la grande majorité de la population de la vie politique. La délimitation de l'électorat, sous une première République qui supprime les limites censitaires au droit de vote masculin mais introduit une condition capacitaire, est associée à la volonté des élites républicaines de marginaliser une population rurale trop favorable au clergé (Durand 1992, p.178). Quant à l'*Estado Novo*, il est rappelé qu'en dépit de l'extension des droits de citoyenneté politique aux femmes mariées ou détentrices d'un diplôme de l'enseignement supérieur, le corps électoral ne dépasse pas 10% de la population en 1938 (Georgel 1981, p. 94).

Compte tenu de la faiblesse des mobilisations électorales, il n'est pas surprenant que le vote n'ait fait l'objet que de rares travaux jusqu'en 1975 (Poinard 1975). Ce thème est redécouvert après la chute de l'*Estado Novo*, notamment par Philippe Schmitter, alors que la transitologie<sup>16</sup> naît et fait l'objet de réflexions conjointes avec des spécialistes français de l'Espagne et de l'Amérique latine. Schmitter inscrit l'étude des convocations électorales de l'*Estado Novo* dans une réflexion plus générale sur les élections dans les régimes autoritaires (Schmitter 1977)<sup>17</sup>. Il aborde les élections générales, dont il rappelle l'étonnante régularité, comme un révélateur du fonctionnement du régime. Les élections représentent d'une part un moyen « de construire une coalition dominante avec les segments d'une élite politique divisée et avec les fractions rivales de la classe économique dominante ; d'autre part, elles permettent de désarticuler toute coalition rivale potentielle entre les éléments d'une contre-élite nationale dispersée et les composants des classes économiques dominées ». Selon Schmitter, les élections n'ont de sens que pour les seules élites, générant un désintérêt généralisé à leur égard au sein de l'électorat, qui se traduit par une non inscription massive sur les listes électorales.

Parce qu'elles se concentrent essentiellement sur le champ politique, ces approches ne renseignent que peu sur le rapport au politique des gouvernés tout en donnant une image généralisée de passivité ou de soumission à un ordre dictatorial. Peu de dialogue existe alors avec les études d'anthropologie sociale et de sociologie rurale. Dans un contexte de développement de l'ethnologie européenne, le Portugal, pays à dominante rurale au début des années 1960, intéresse certains ethnologues français, dont Isaac Chiva, bras droit de Claude Lévi-Strauss au laboratoire d'Anthropologie sociale (Collège de France, EHESS, CNRS), spécialiste de l'ethnologie des sociétés paysannes européennes et particulièrement intéressé à comparer la Roumanie dont il était

---

<sup>15</sup> Selon Christian du Saussay (1973, p.291-292), à la différence de la France, la bourgeoisie portugaise n'a pas cherché l'abolition de la noblesse mais a plutôt essayé de s'introduire dans ce corps.

<sup>16</sup> Le terme transitologie désigne un courant de recherche portant sur l'étude des transitions démocratiques.

<sup>17</sup> Les travaux de P. Schmitter s'inscrivent dans un débat avec les analyses de Guy Hermet (1978).

originaire et le Portugal<sup>18</sup>. Il convainc alors Colette Callier-Boisvert, ethnologue brésilianiste, d'y mener des recherches (Callier-Boisvert 1966, 1967, 1968). Cette chercheuse contribue à la création de la *Revue d'Anthropologie du Portugal*, qui constitue, de 1989 à 2004, un support de diffusion des recherches menées en France et au Portugal sur la société portugaise contemporaine<sup>19</sup>.

Bien que les études de ce second corpus n'abordent pas spécifiquement le thème de la participation politique, elles n'en proposent pas moins un ensemble de réflexions autour des appropriations par le bas du système politique, en particulier durant l'*Estado Novo*. Plus précisément, les spécialistes d'études rurales mettent en évidence la pénétration partielle de l'*Estado Novo* – c'est-à-dire son organisation institutionnelle, son projet conservateur et ses représentants – dans le quotidien des campagnes. Ils insistent sur l'autonomie, sans doute surestimée (Durand, 1991), des « communautés » rurales les unes à l'égard des autres mais aussi envers le droit et les institutions.

L'anthropologie lie la relative autarcie des campagnes avec la prise en charge collective, par les habitants, de certaines missions traditionnellement exercées par les pouvoirs publics. En 1940, Orlando Ribeiro (1940) décrit l'organisation économique et sociale des villages du Minho et de Trás-os-Montes, où des Assemblées de chefs de famille jouent un rôle de premier plan dans la définition des règles socio-politiques des communautés villageoises. S'appuyant sur la coutume, ces assemblées « remplacent localement l'administration centrale de l'Etat : elles décident de la date des travaux agricoles, de l'organisation de l'élevage, de l'utilisation de l'eau, de l'exploitation des communaux, de l'entretien des édifices publics (églises, moulin, four, etc.) et à l'exception des cas très graves, exercent la justice, imposant aux coupables des amendes que ceux-ci ne refusent jamais de payer »<sup>20</sup>. Un même constat est effectué par Jorge Dias qui observe, dans les années 1960, des formes d'organisations socio-politiques communautaires dans les villages du Nord du Portugal, qu'il rapporte à la structuration des familles et à la propriété de la terre (Callier-Boisvert 1968).

Il ressort de ces travaux que des normes localisées coexistent avec la loi nationale dans les campagnes. Cette superposition mène à une redéfinition des idéologies institutionnelles et des mécanismes de contrôle de l'*Estado Novo*. Aussi, pour plusieurs anthropologues, le conservatisme de la culture et de l'idéologie du régime à l'égard des femmes, appelées à rester au foyer et à investir leur rôle de mère (Pimentel 2011), est contrebalancé par le matriarcat de certains villages du nord-ouest ibérique, une thèse toutefois contestée (Cabral 1992). La faible pénétration des lois et normes édictées par l'Etat dans les milieux ruraux est expliquée par le filtre que constitue la religiosité populaire – distincte des dogmes officiels de la religion catholique – dans la compréhension des institutions politiques (Santo 1979 et 1983, Silva e Costa 1988). Le rapport

---

<sup>18</sup> Entretien avec Colette Callier-Boisvert et Virginie Laffon réalisé par Fabienne Wateau et Irène Dos Santos le 30 avril 2016 à l'occasion du dépôt des archives du Groupe d'Anthropologie du Portugal à la bibliothèque Eric de Dampierre, Maison René-Ginouès, Université Paris Nanterre.

<sup>19</sup> Le Groupe Anthropologie du Portugal (GAP) était un des groupes de recherche du Centre d'études portugaises de l'EHESS dirigé par Jean Aubin. Créé fin 1986 à l'initiative de ce dernier et sous le parrainage d'Isaac Chiva, le GAP, constitué d'une dizaine de chercheurs d'horizons très divers, a initialement été dirigé par Colette Callier-Boisvert et financé par la Fondation Calouste Gulbenkian, puis hébergé et soutenu par la Maison des sciences de l'homme de Paris (jusqu'en 2005). Voir aussi : Callier-Boisvert (dir.), 1994.

<sup>20</sup> Si cette description vise à introduire une discussion relative aux fondements de l'organisation communautaire des villages du Nord du pays, dans la lignée des travaux de Léon Poinsard puis de Paul Descamps, qu'Orlando Ribeiro attribue à la culture des céréales en régime d'assolement en jachère verte, elle pointe néanmoins l'organisation collective dans les villages.

d'obéissance aux élites politiques et administratives dépend, dans cette perspective, d'une traduction, emprunte de religiosité, que les paysans font des institutions et acteurs politiques. Il ne signifie donc pas nécessairement un soutien au régime. La prégnance des normes familiales, religieuses et coutumières génère donc des pratiques informelles, qui échappent au cadre et contrôle étatiques (Geraldès 1991).

Ces perspectives offrent une lecture beaucoup moins passive du rapport que les gouvernés entretiennent avec la vie politique. Mais elles éludent le travail d'encadrement effectué par les agents de l'Etat et n'interroge que peu l'influence de l'action publique sur le quotidien des gouvernés.

Ces deux approches connaissent une série d'inflexions suite à la Révolution des Œillets, qui marque une rupture dans le champ politique portugais mais également quant au regard porté, en France, sur le Portugal (cf. infra). Durant la démocratisation du régime, des travaux de deux types se développent. En premier lieu, les études sur les mouvements sociaux portugais se diffusent en France. D'abord centrée sur le processus révolutionnaire et certains des enjeux qui le caractérisent, en particulier la réforme agraire (Armando 1982, Laffon 1982, Barreto 1986, Drain 1989), l'étude de l'action collective s'étend par la suite aux diverses périodes historiques. Elle permet de revisiter certaines conceptions jusqu'alors dominantes, en particulier la naissance « par le haut » de la Première République et la faiblesse des oppositions à l'*Estado Novo*. Plusieurs auteurs pointent la diffusion des idées républicaines, que ce soit au sein des organisations féministes naissantes (Couto-Potache 1982) ou dans les milieux ouvriers urbains dont la mobilisation passe par les centres républicains (Leonard 2016). A l'échelle du quartier industriel d'Alcântara à Lisbonne, Frédéric Vidal rappelle l'absence de mouvement politique de masse mais signale l'existence de plusieurs associations de quartier socialistes, républicaines ou anarchistes ainsi que la multiplication de grèves (Vidal 2006). L'étude des répertoires d'action utilisés depuis la Première République – allant de l'organisation associative (Rétif 2013) à la violence politique (Cerezales 2004) – a ainsi permis de relativiser l'image de passivité de la population. En outre, l'étude du soutien mais aussi de la contestation des catholiques sous l'*Estado Novo* montre la complexité des relations entre le régime autoritaire et le catholicisme (Cardoso et Hanley 2004, Almeida 2016).

En second lieu, la singularité de la transition portugaise alimente une série de réflexions dans le cadre de la transitologie puis la consolidologie<sup>21</sup>. Certains auteurs marxistes, à l'image de Nicos Poulantzas (1976), s'appuient sur les transitions en Europe du Sud, parmi lesquelles le Portugal, pour penser le rôle des alliances et des conflits entre groupes sociaux dans les processus transitionnels ; d'autres abordent l'impact des politiques économiques sur les processus révolutionnaires (Kolm 1976) Les transitologues, en particulier Philippe Schmitter (2009), mobilisent une perspective comparative, d'abord centrée sur l'Europe du Sud puis élargie à l'Europe de l'Est, pour montrer « le caractère aléatoire de la transition elle-même, par là [...] le rôle qu'y jouaient ses acteurs de façon aussi bien volontaire qu'accidentelle ».

En se concentrant sur les acteurs politiques et sociaux, leurs conflits et alliances durant les processus de transition et de consolidation démocratiques, ces deux sous-champs ont favorisé une remise en cause de la dichotomie, jusqu'alors dominante entre l'« Etat » et « la société », les élites et le peuple au Portugal. Certaines études récentes sur l'action publique et politique

---

<sup>21</sup> La consolidologie désigne un courant de recherche portant sur la consolidation des régimes démocratiques.

portugaise attestent du dépassement de cette division, à l'image des travaux portant sur l'Etat au concret, autour des politiques migratoires ou du logement par exemple. En montrant le caractère hétérogène et contrasté des institutions et agents de l'*Estado Novo*, elles rompent avec l'image d'un dictateur tout puissant et d'une population soumise (Pereira 2012, Nunes 2013, Borges Pereira et Queirós 2013). L'influence réciproque des institutions, acteurs politiques et organisations de la société civile est également explorée au travers de l'étude du rôle joué par la répression ou des politiques publiques sur l'émergence de nouveaux acteurs politiques (Accornero 2013).

Mais la redéfinition du regard porté sur la participation politique ne remet pas en cause certains constats relatifs au champ politique portugais. Pedro Tavares et António Costa Pinto montrent qu'en dépit des changements de régime, on observe bien une relative continuité du profil social des élites (Almeida et Pinto 2005). De plus, dans la période contemporaine, l'assise sociale des partis politiques, qu'ils soient de cadres ou de masse, reste faible (Magone 2007, Lisi 2009). Même le Parti communiste portugais, dont l'ancrage social est réel jusqu'à la fin des années 1970, a moins joué que d'autres formations communistes un rôle d'encadrement des masses, en raison de l'ampleur de la répression sur ses cadres durant l'*Estado Novo* (Schmitter 1975).

Enfin, l'entrée du Portugal dans la CEE constitue le deuxième tournant politique et scientifique majeur. Outre le fait qu'il constitue un « renversement des priorités d'un pays traditionnellement tourné vers l'Atlantique » (Léonard 1994, p. 7) et conduit à un ensemble de mutations sociales, économiques et politiques, cet événement oriente la manière dont la participation politique au Portugal est perçue par les chercheurs. C'est à l'aune de l'ancrage européen du pays que la participation politique est principalement étudiée ces dernières années. Aussi, son évolution constitutionnelle est-elle analysée au prisme d'« un modèle européen de démocratie » (Garnier 2005). Mais si le Portugal est définitivement intégré aux études européennes, il en constitue un « Sud », une périphérie, comparable aux pays ayant rejoint l'organisation européenne dans les années 1980 (Alliès 1996).

Les travaux menés, à partir des années 1990 sont à cet égard significatifs. La réflexion comparative se développe et prend les pays d'Europe du Sud, entendus de manière variable, comme cadre de comparaison. Si l'anthropologie avait, dès les années 60, érigé l'Europe méridionale en cadre d'étude, ce dernier est dorénavant investi par d'autres disciplines (Albera et al. 2001). En histoire, plusieurs auteurs se proposent de renouveler les perspectives historiographiques sur les dictatures (Dulphy et al. 2016) ou sur les femmes (Bock et Cova 2003) en inscrivant le Portugal dans une réflexion plus générale sur l'Europe du Sud. En science politique, c'est à l'aune des voisins sud-européens que l'engagement politique (Schmitter et Fournier 1995) et la culture civique sont évalués (Montero et al. 2004). La publication d'une série d'articles sur le pays dans la revue de science politique *Pôle Sud*, fondée en 1994, illustre ce mouvement.

Les études comparatives sur l'Europe du Sud ont, dans leur grande majorité, permis d'affiner la compréhension des processus politiques au Portugal. Mais elles peuvent alimenter un regard par trop globalisant sur les dynamiques politiques, en particulier au local, lorsqu'elles postulent l'existence d'une culture politique méridionale marquée par le clientélisme, la forte personnalisation des rapports politiques et une faible culture civique. Dès le lendemain de la Révolution des Œillets, Guy Hermet (1979, p. 127-128) invitait à interroger l'évidence de « supposés facteurs communs [...] tant en ce qui concerne la formation des sociétés et Etats nationaux que [la] structure présente » des pays d'Europe du Sud. Parce que la construction des Etats nationaux diffère fortement entre l'Espagne et le Portugal pour ne prendre que ces deux

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

exemples, les processus d'industrialisation et d'urbanisation également, cette « aire culturelle » reste très hétérogène. Et si Guy Hermet rappelle que bien des aspects justifient également le rapprochement analytique souvent opéré entre pays méditerranéens, une meilleure connaissance de ce pays et de la littérature scientifique produite en son sein reste nécessaire pour comprendre la singularité d'un pays trop souvent perçu comme « un simple appendice parfois encombrant de l'Espagne, source d'illustrations plus ou moins exotiques » (Léonard 1994, p. 12).

Le thème des migrations des portugais, que nous allons à présent développer, montre d'ailleurs que les rapports sociaux et politiques au Portugal dépendent d'influences multiples, que l'on ne peut donc réduire à une culture politique méridionale.

### **La politique avec les pieds : les migrations portugaises**

Les travaux publiés sur la migration portugaise, s'ils évoquent relativement peu les liens formels des migrants au politique<sup>22</sup>, interrogent les contextes historiques, sociaux et politiques dans lesquels ces phénomènes migratoires prennent forme et qu'à leur tour ils transforment. Un premier corpus constitué de travaux précurseurs en anthropologie sociale et sociologie rurale au Portugal contribue à une approche du politique « par le bas », informelle, à travers l'étude d'une société paysanne européenne très hiérarchisée. Ils analysent à l'échelle locale les causes structurelles d'une émigration séculaire et de ses impacts sur l'ensemble de la vie sociale et politique, en s'intéressant notamment au moment de la réintégration temporaire des émigrants dans les villages d'origine, aux liens d'interconnaissance, à la participation aux fêtes familiales et municipales, autant d'éléments qui interrogent, même en creux, l'appartenance à une communauté locale. Cette même problématique est posée à un autre niveau d'analyse, celui du national et du diasporique, dans un second corpus de travaux consacrés à l'étude des politiques d'émigration dans la longue durée (Halpern Pereira 1980, Magalhães Godinho 1978, Poinard 1991) et des politiques de l'identité (Vale de Almeida 2000) menées à destination des Portugais résidant à l'étranger. Si l'émigration participe, de manière instrumentale, de la réinvention d'une nation – ancien empire européen – qui continue de s'imaginer comme pluricontinentale (Feldman-Bianco 1995), c'est la question du type d'appartenance des individus qui est posée, les formes de solidarité n'étant en général pas d'ordre politique (Oriol 2004).

Des travaux, publiés dans la revue du Groupe Anthropologie du Portugal, sont consacrés aux questions d'organisation sociale paysanne, de hiérarchies sociales et de parenté. S'ils n'ont pas porté directement sur l'émigration, ils ont néanmoins montré comment dans cette société profondément inégalitaire et aux hiérarchies sociales rigides, l'émigration a structuré l'organisation sociale et remodelé les rapports de pouvoir au quotidien (relations entre hommes et femmes, entre élites locales et émigrants de retour). La société rurale portugaise reposait sur une division sexuelle du travail agricole permettant de longues absences masculines. Les femmes étaient enracinées dans la terre, maîtresses dans leur *casa* (maison et maisonnée simultanément) où, compte tenu de l'absence fréquente et prolongée de l'homme, elles occupaient une position particulière. Certains auteurs y ont vu l'existence d'un matriarcat dans le Nord-Ouest du Portugal, analyse prise à contre-pied par l'anthropologue portugais João Pina-Cabral (Pina-Cabral 1992-

---

<sup>22</sup> A l'exception des recherches d'Albano Cordeiro, socio-économiste au CNRS se présentant comme un « chercheur engagé », militant contre la guerre coloniale portugaise en Afrique et pour les droits civiques des étrangers en France, dont il sera question plus loin.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

1994, 2004), qui montre néanmoins l'existence d'une préférence matrilatérale plus ou moins marquée dans la reproduction des liens familiaux, dans les pratiques d'héritage, chez les populations paysannes du Nord littoral du pays, l'uxorilocalité préférentielle y étant fortement liée à la tradition d'émigration masculine.

Ces recherches ont sans doute influencé certains travaux menés sur les femmes immigrées portugaises en France (l'émigration s'étant féminisée dès le milieu des années 1960), leur place dans le groupe domestique et leur émancipation en contexte migratoire par le biais du travail et de rapports sociaux construits avec la société d'installation (Lévi 1977, Callier-Boisvert 1978-1979, Leandro 1995a et 1995b, Leite 1999, Condon 2000, Espirito Santo 2014).

Aux côtés des anthropologues, les géographes, sociologues et démographes se sont à leur tour intéressés aux impacts de l'émigration initialement envisagée comme temporaire et dont les rentrées d'argent ont pesé de façon décisive sur la vie économique et politique du pays. Leurs travaux fondés sur des enquêtes de terrain menés auprès des migrants évoquent la « multilocalité » de ces familles migrantes et leur « va-et-vient » entre les lieux d'installation en France et les villages d'origine (Rocha-Trindade 1973, Charbit, Hily et Poinard 1997). Les retours temporaires constituent des moments de retrouvailles entre membres de parentèles séparées par l'émigration et de réinscription dans un espace social par le biais de la parenté, au sens large, mobilisée dans la célébration des baptêmes et des mariages dont le calendrier a pu être temporairement adapté aux mobilités des émigrants (Hily 1996, Muñoz 1998, Callier-Boisvert 1999). Les festivités locales, fête patronales, rites propitiatoires et initiatiques (Laffon 1994, Dos Santos 2015a), sont analysées comme étant le théâtre d'une ritualisation de conflits sociaux qui relèvent de l'ordinaire de la vie sociale (ceux par exemple autour de la construction et de l'architecture des maisons d'émigrants : Villanova, Leite, Raposo 1994). Elles sont aussi des scènes ritualisées d'évocation d'évènements politiques locaux et/ou nationaux, passés et présents, et d'expression de luttes de pouvoir local, lorsque par exemple les émigrants y jouent un rôle de premier plan en tant que *mordomos* (responsables, organisateurs et financeurs de fête), charge honorifique qui engendre et illustre un renversement dans les rapports sociaux. Mais l'ensemble de ces travaux n'a pas traduit en termes politiques ces bouleversements introduits à l'échelle locale des communautés villageoises. Ils posent une question importante restée polémique dans des travaux menés sur l'histoire de l'émigration portugaise : celle de son rôle dans la démocratisation de la société portugaise (Telo 2007).

Jusqu'aux travaux menés par des historiens à partir des années 1990, la migration portugaise a été envisagée à travers des causes de départ uniquement économique (Rocha-Trindade 1973), facteur de conservatisme social et de maintien du sous-développement (Poinard 1991). Qu'il s'agisse du sens donné à l'acte d'émigrer sous une dictature (les motifs de départ), de ses impacts sur la vie politique portugaise, ou encore de la politisation de ces individus et de leurs enfants en contexte migratoire, les ressorts politiques de cette migration des années 1960-70 ont initialement peu intéressé les travaux sur la migration portugaise en France, davantage centrés sur la question du retour et les liens maintenus avec le pays d'origine, ainsi que sur les familles et la transmission intergénérationnelle.

L'historiographie des mouvements sociaux a peiné à montrer la politisation des migrants portugais, à quelques exceptions près, dont le travail de Danièle Kergoat sur la grève des ouvriers de l'usine d'embouteillage Bulledor en 1967-1968 (Kergoat 1973). Une partie des ouvriers sont



*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Hélène SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

Portugais et une analyse sociologique fine éclaire un rapport au politique différencié entre ces salariés : ceux très combatifs dans la lutte sociale, qui sont des jeunes portugais réfractaires au service militaire (jeunes hommes ayant quitté le Portugal pour ne pas participer aux « guerres coloniales » en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau), et d'autres peu impliqués dans la lutte collective, plus intéressés par le retour au Portugal. Les travaux de Marie-Christine Volovitch-Tavares évoquent eux aussi la figure du travailleur immigré portugais, la solidarité entre eux au sein du bidonville de Champigny-sur-Marne et les luttes menées avec le soutien des syndicats et des associations (dont certaines en lien avec les Partis communistes français et portugais) pour sortir de l'illégalité et de l'isolement (Volovitch-Tavares 1995, 2002, 2006)<sup>23</sup>. Cependant jusque dans les années 1980 les travaux d'historiens se sont avant tout intéressés aux « travailleurs étrangers » sans distinction d'origine, pour ensuite se centrer sur des groupes nationaux, communautaires ou ethniques, et principalement les « Nord-Africains » ou les « Maghrébins », population relevant de migrations post-coloniales (Stora 1999, Hajjat 2012). Cette situation illustre une dynamique sociale plus générale étudiée par le sociologue Albano Cordeiro fondée sur des préjugés sociaux et raciaux, dont les chercheurs ne sont pas toujours exempts, et notamment l'invisibilité des Portugais – « blancs », catholiques et européens – dans l'espace public français où ils sont représentés comme des immigrés « sans problèmes » et intégrés, par opposition à d'autres<sup>24</sup>. Dans cette représentation collective cette intégration est associée à « une absence de l'espace public français » (situation partagée avec les immigrés du Sud-Est Asiatique), entendue comme non participation aux débats concernant les enjeux de politique et de gestion communales et aux débats d'enjeu national relayés par les médias. Cette absence est appelée « intégration » (Cordeiro 1989 p. 25-26).

Si la sociologie de l'immigration portugaise a également insisté sur la « discrétion » (Poinard 1993) de cette population, sa « présence massivement silencieuse » ((Hily et Poinard 1984 ; Cordeiro 1999), comportements associés à l'expérience de la dictature (répression, intériorisation de l'autocensure, apolitisme), de la clandestinité et des préventions initiales d'une partie de la société d'accueil, c'est surtout pour rendre compte d'un « paradoxe » (Cordeiro 1989). Des travaux se sont en effet intéressés à la mise en contraste entre l'invisibilisation de cette population – une invisibilité à la fois choisie<sup>25</sup> et assignée – avec un important réseau associatif communautaire et intergénérationnel. Celui-ci a assuré la solidarité entre des migrants isolés au sein de la société française, puis la continuité d'une identité portugaise à travers la langue, le folklore, la religion, le football, réappropriés en contexte migratoire (Callier-Boisvert 1978, Hily et Poinard 1985, Cordeiro 1989, Cravo 1995, Pereira 2003, Etienne 2015). A distance de l'image du paysan analphabète et apolitique ayant incorporé l'idéologie nationaliste salazariste, les fameux 3 « F » – football, Fatima, fado (ce dernier ayant été remplacé en émigration par le folklore) – et la *saudade* (Leal 1999), ces travaux rendent compte d'une plus grande diversité de la création culturelle (Oriol (dir) 1984 et 1988, *Hommes & Migrations* 1989, Muñoz 2002), de mobilisations militantes autour de la condition d'immigrée à l'initiative notamment de jeunes qui en sont issus et qui se sont formés politiquement dans des associations française comme la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) ou la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et

---

<sup>23</sup> Sur le militantisme des Portugais voir aussi l'étude du *Jornal do Emigrante* (1968-1972) : Jelen 2004 ; voir aussi : Pereira 2014.

<sup>24</sup> Processus analysé par Albano Cordeiro et désigné par l'expression « paratonnerre maghrébin » (Cordeiro 1989-1990).

<sup>25</sup> Les avis sont partagés sur l'existence d'une « stratégie » d'invisibilité de la part des migrants : voir Lopes 1998.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

des associations portugaises « très à gauche » (Pingault 2005, Cordeiro 2005), ainsi qu'une plus grande diversité des figures de migrants portugais.

Alors que dans les années 1970 la figure du militant antifasciste apparaît au travers de rares témoignages publiés (Dias 1974), à partir des années 1990 des historiens s'intéressent aux militants antisalazaristes et aux réfractaires au service militaire (Volovitch-Tavares 1997, Jelen, 2004)<sup>26</sup>, et, en dehors de la France, aux Portugais exilés à Alger et combattant la dictature (Manya 2008), ainsi qu'aux exilés politiques en général depuis le début du XXe siècle (Fournier-Finocchiaro et Clímaco 2017). Dans le cadre de son travail sur la politique d'émigration de l'Estado Novo, l'historien Victor Pereira montre qu'au Portugal si des représentations diverses voire contradictoires de l'émigration portugaise des années 1958-1974 coexistaient, une seule représentation collective de l'émigrant a dominé, celle de « la passivité et l'inconscience des migrants qui apparaissent le plus souvent comme des non-acteurs » (Pereira 2007 p. 219). Une image de l'émigrant largement imbriquée aux enjeux politiques des gouvernements successifs dont a résulté une occultation par les élites du régime de la « charge politique de l'émigration », même clandestine (Pereira 2007 p. 227). Pour l'historien si l'émigration ne peut être analysée comme un « acte de résistance », elle participe néanmoins dans le monde paysan étudié d'un « répertoire de la résistance quotidienne, dans lequel toute confrontation directe avec l'Etat ou les groupes dominants (moyens ou grands propriétaires, employeurs, notables locaux) est évitée mais qui permet, quelquefois, de rendre plus supportables les conditions de vie ou la domination économique et symbolique (...) L'émigration était la seule façon d'exprimer un mécontentement, la prise de parole étant quasiment impossible ou ayant un coût trop important (grèves, manifestations réprimées) » (Pereira 2007 p. 230-231 ; 232). Ces travaux montrent aussi comment l'émigration à l'échelle locale a déstructuré les dynamiques sociales et rompu le *status quo* sur lequel reposait le régime dictatorial. Enfin, en s'intéressant à la manière dont l'Estado Novo a encadré l'émigration et tenté de mener une politique d'« exportation de la peur » pour éviter la « contamination politique » des émigrants (Pereira 2012), c'est aussi un autre regard posé sur la non politisation (entendue comme intérêt et compétence politique) de cette émigration qui est proposé.

Des travaux relevant de la géographie, de l'histoire et de l'anthropologie politique ont cherché à analyser les liens construits entre l'Etat portugais et ses nationaux de l'étranger à partir de la chute de la dictature en 1974. Ils s'inscrivent dans les perspectives à la fois *top-down* et *bottom-up* et montrent comment le Portugal a tenté de réinscrire, de manière instrumentale, les émigrants dispersés dans la nation portugaise à travers une politique des « Communautés portugaises » : représentation parlementaire depuis 1976, droit de la nationalité, droit de vote aux élections législatives et présidentielles, création d'une chaîne de télévision (Oriol 1984 et 1988, Rocha-Trindade 1999, 2014, Da Cunha 2009). Après la perte de son empire colonial en 1975, le Portugal a cherché à réinventer sa présence dans le monde par le biais de sa « diaspora » dont la continuité générationnelle est fondée sur l'idée de « lusodéscendance » (*Recherches en Anthropologie au Portugal* 2003) et d'un espace « lusophone » institutionnalisé en Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP). Des recherches menées sur la deuxième génération se sont intéressées à l'appropriation de ces imaginaires post-impériaux et à la manière dont diverses ressources identitaires, qui mêlent appartenance européenne, diasporique et « lusophone », ont contribué à la

---

<sup>26</sup>La figure du réfractaire est néanmoins déjà présente dans l'enquête de Danièle Kergoat (1973).

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

construction, dans un espace associatif intra-générationnel, d'une représentation valorisée et valorisante d'une ethnicité portugaise (Oriol 1984, 1988, La Barre 1997, Dos Santos 2010), tout en montrant la continuité du faible attachement à une communauté politique (un intérêt diffus pour ce qui peut advenir au pays d'origine, la faible loyauté civique : Oriol, 2004, Cordeiro 2004). Ces associations constituées par des jeunes Français d'origine portugaise (« luso-descendants ou « luso-français ») en position de mobilité sociale ascendante et ayant construit des liens au-delà du niveau local des villages d'origine de leurs parents, ont aussi été des espaces de politisation pour certains de ces individus dans les sociétés française et portugaise (Pingault 2005), quelques-uns des leaders associatifs étant devenus des interlocuteurs institutionnels, « ambassadeurs » des « Communautés portugaises » (Dos Santos 2007). Depuis le milieu des années 2000, ces associations sont aussi devenues des lieux de construction et de mise en visibilité de « mémoires collectives », parfois concurrentes, de la migration portugaise en France (Dos Santos 2015b, 2017), des lieux de constitution d'archives et de témoignages publiés, en France et au Portugal, d'exilés politiques (*Migrance* 2014). Une mise en visibilité de l'histoire de la migration portugaise au sein des sociétés française et portugaise qui passe par sa politisation – l'émigration comme acte intrinsèquement politique – et, peut-être, la fin de l'invisibilité politique dans laquelle elle se trouve depuis les années 1960.

## Conclusion

L'étude des travaux portant sur l'*Estado Novo*, la participation politique et les migrations montrent que le politique est principalement abordé à partir de son acception restrictive dans la littérature francophone sur le Portugal. Si les travaux les plus récents donnent une vision beaucoup plus fine du fonctionnement de la dictature salazariste, des organisations et pratiques de participation politique et des changements individuels et collectifs générés par les migrations, l'ordinaire du politique est sous-étudié et aujourd'hui quelque peu désinvesti. Aussi souhaitons-nous dans cette partie conclusive dégager deux pistes de recherches pour penser le politique au Portugal et parmi les Portugais.

La première concerne l'analyse du rapport au politique des sociétés rurales de l'*Estado Novo* à nos jours. Nous avons montré que l'anthropologie sociale et la sociologie rurale offrent des pistes de réflexions pour analyser la réappropriation par le bas des institutions et idéologie politiques sous la dictature, sans toutefois que ce thème n'ait été placé au cœur des recherches. Or, une analyse plus fine de ce pays « où l'on vivait habituellement » et qui est devenu « le bon élève de l'Europe », du point de vue des populations permettrait d'alimenter notre compréhension des rapports ordinaires au politique au sein de groupes que l'on peut trop rapidement qualifier de dépolitisés ou d'apathiques. Dans cette perspective, l'enjeu serait non pas de tenter de repérer les actes de résistances ou de subversion discrète de l'ordre social et politique, par des acteurs dont on sous-estime ou surestime la capacité à comprendre le jeu politique, mais plutôt d'interroger les processus de traduction des discours, normes et institutions politiques par les individus ou les groupes, et ce à partir des conceptions et pratiques qui leur donnent du sens (Monteiro et Borges Pereira 2013). Cette approche invite à prendre au sérieux les éventuelles conceptions « conservatrices » du monde social, parmi les classes populaires notamment, sans les associer implicitement à une forme d'aliénation politique, ce que les notions

de dépolitisation ou d'apathie contribuent à diffuser. Les travaux réalisés sur l'uxorilocalité préférentielle dans les sociétés rurales montrent que les normes sociales et les rapports de domination peuvent revêtir de nouveaux contours, non pas sous l'effet d'une subversion discrète et consciente par les individus, mais en raison des normes socio-économiques qui font sens pour les individus et leur groupe d'appartenance.

La seconde piste de recherche, en lien avec les premières, concerne l'étude des migrations. Certains auteurs soulignent le caractère invisible de la migration portugaise en France, qui nourrit l'imaginaire d'une immigration « non problématique ». Or, il serait heuristique de développer des études plus systématiques sur le rapport au politique des diverses vagues de migrations portugaises en Europe et sur d'autres continents<sup>27</sup>, pour saisir ce qui diffère ou non dans l'expérience de l'émigration et de l'immigration en fonction des lieux de résidence, des mobilités sociales réussies ou avortées et de la réception par les sociétés d'accueil. Ces travaux permettraient de remettre en question un discours basé sur une prétendue essence des Portugais et de leur capacité d'adaptation, discours encore prégnant au Portugal (Pereira 2015), et éclaireraient les différents rapports au politique dans les pays d'accueil, qu'ils soient progressistes ou conservateurs. Par exemple, en Amérique latine, un certain nombre de Portugais s'est investi dans les activités commerciales et a cherché à se distinguer des populations issues de la traite négrière transatlantique, ce qui a conduit à des engagements politiques plutôt conservateurs. Dans certains pays, les migrants portugais ont même été la cible de mouvements sociaux. Ainsi au Brésil, l'hostilité vis-à-vis des migrants portugais, considérés comme des représentants de l'ancienne puissance colonisatrice et formant un groupe à part, a constitué un des moteurs de la construction d'une identité nationale (Ribeiro 200, Mosher 2008). Enfin, et pour en revenir au contexte français, la poursuite des travaux menés depuis les années 1970 sur les liens construits par les migrants portugais, puis par leurs descendants, entre la société d'installation et la société d'origine<sup>28</sup>, dans une perspective transnationale menée à l'échelle des municipalités et à l'intersection entre les activités culturelles, sociales, économiques et politiques des migrants portugais (exemple des jumelages entre municipalités françaises et portugaises et du rôle joué par les élus locaux) permettrait de dépasser la question de la faible participation civique des Portugais<sup>29</sup> et de dégager une figure du migrant portugais davantage engagée dans les espaces dans lesquels il vit.

### **Bibliographie :**

ACCORNERO Guya, 2013, « La répression politique sous l'*Estado Novo* au Portugal et ses effets sur l'opposition estudiantine, des années 1960 à la fin du régime », *Cultures & Conflits*, n° 89, pp. 93-112.

---

<sup>27</sup> Voir pour le cas des Etats-Unis et du Canada, Irene Bloemraad (2006).

<sup>28</sup> Notons que le paradigme du transnationalisme apparu dans les travaux anglosaxons sur les migrations au début des années 1990, perspective peu développée en Europe, n'a pas été utilisé dans les recherches menées sur la migration portugaise en France, contrairement au contexte américain (Feldman-Bianco 1992, Leal 2011)

<sup>29</sup> Conclusion à laquelle mène aussi une étude de la participation des Portugais aux élections européennes et municipales (Strudel 2004).

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

ALBERA Dionigi et al. (dir.), 2001, *L'anthropologie de la Méditerranée*, Cahors, Maisonneuve et Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme.

ALLIES Paul, 1996, « Une anthropologie du retard de l'Europe du Sud est-elle possible ? », *Pôle Sud*, n°5, pp. 4-21.

ALMEIDA João Miguel, 2016, « Progressive Catholicism in Portugal: Considerations on Political Activism (1958-1974) », *Histoire@Politique*, vol. 30, n° 3, pp. 60-74.

ALMEIDA Pedro Tavares et PINTO António Costa, 2005, « Les ministres portugais, 1851-1999. Origines sociales et voies d'accès au pouvoir », *Pôle Sud*, vol. 22, n°1, pp. 11-37.

ARMANDO Trigo de Abreu, 1982, « Mouvements sociaux et réformes agraires au Portugal : problèmes théoriques et perspectives de recherche », *Tiers-Monde*, tome 23, n°89.

BARRETO Antonio Morais, 1986, *L'Etat et la société civile au Portugal. Révolution et réforme agraire en Alentejo, 1974-1976*, Thèse en sociologie, Université de Genève.

BAUDIN Louis, 1942, *Le corporatisme. Italie, Portugal, Allemagne, Espagne, France*, Paris, Librairie générale de Droit et de jurisprudence.

BAYART Jean-François et al, 1992, *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, coll. « Les Afriques ».

BLOEMRAAD Irene, 2006, *Becoming a Citizen. Incorporating Immigrants and Refugees in the United States and Canada*, Los Angeles, University of California Press.

BOCK Gisela et COVA Anne (dir.), 2003, *Écrire l'Histoire des femmes en Europe du Sud : XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles / Writing Women's History in Southern Europe : 19<sup>th</sup>-20<sup>th</sup> Centuries*, Lisbon, CELTA Editora.

BORGES PEREIRA Virgílio et SIBLOT Yasmine, 2017, « Comparer les classes populaires en France et au Portugal. Différences structurelles et histoires intellectuelles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 219, n° 4, pp. 56-79.

BORGES PEREIRA Virgílio et QUEIROS João, 2013, « Une maison pour le peuple portugais. Genèse et trajectoire d'un quartier du programme des « maisons économiques » à Porto (1938-1974) », *Politix*, n° 101, pp. 49-78.

BOUVIER-AJAM Maurice 1943, *La doctrine corporative*, Paris, Librairie du Recueil Sirey.

BUTON François et al., 2016, *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion.

CABRAL João, 1992, « 'Matriarcat' et rôles conjugaux dans le Nord-Ouest du Portugal » *Recherches en anthropologie au Portugal*, n°1, pp. 37-51.

CABRAL Manuel Villaverde, 2008, « A investigação como vocação e como profissão », in Manuel Villaverde Cabral *et alii* (dir.), *Itinerários. A investigação nos 25 anos do ICS*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, pp. 29-47.

CALLIER-BOISVERT Colette, 1966, « Soajo, une communauté féminine rurale de l'Alto-Minho », *Bulletin des études portugaises*, n° 27, pp. 237-278.

CALLIER-BOISVERT Colette, 1967, « La vie rurale au Portugal », *Études rurales*, n° 27, pp. 95-134.

CALLIER-BOISVERT Colette, 1968, « Remarques sur le système de parenté et sur la famille au Portugal », *L'Homme*, avril-juin, pp. 88-103.

CALLIER-BOISVERT Colette, 1978, « Minorité et groupe folklorique », *Arquivos do Centro Cultural Português*, vol. 13, pp. 741-758.

CALLIER-BOISVERT Colette, 1978-79, « Immigrés en France : rôles masculins et rôles féminins au sein du groupe domestique », *Bulletin des études portugaises et brésiliennes*, Paris-Lisbonne, nelles séries, tomes 39-40, pp. 273-297.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

CALLIER-BOISVERT Colette (dir.), 1994, *Ethnologie du Portugal : unité et diversité, Actes du colloque Paris 12-13 mars 1992*, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian.

CALLIER-BOISVERT Colette, 1999, *Soajo entre migrations et mémoire. Études sur une société agro-pastorale à l'identité renouvelée*. Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian.

CARDOSO Bruno Reis et HANLEY David, 2002, « Influence sans domination : le catholicisme dans la vie portugaise au XXe siècle », *Pôle Sud*, n°17, pp. 63-80

CASTILHO José Manuel Tavares, 2012, *Marcello Caetano. Uma biografia política*, Lisboa, Almedina.

CEREZALES Diego Palacios, 2004, « Des Œillets à la menace de guerre civile. Violence politique dans la révolution (1974-1975) » *Lusotopie*, n°11, pp. 67-82.

CHANTAL Suzanne, 1965, *Histoire du Portugal*, Paris, Hachette.

CHARBIT Yves, HILY Marie-Antoinette et Michel POINARD, 1997, *Le va-et-vient identitaire. Migrants portugais et village d'origine*, Paris : PUF/INED.

CHATRIOT Alain, 2005, « Les nouvelles relèves et le corporatisme. Visions françaises des expériences européennes », in Olivier Dard et Etienne Deschamps (dir.), *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Bruxelles, Peter Lang, pp.173-196.

CHAVAGNEUX Christian, 2003, « Perroux l'ambigu », *L'économie politique*, n°20, pp. 44-46.

COHEN Antonin, 2006, « Du corporatisme au keynésianisme. Continuités pratiques et ruptures symboliques dans le sillage de François Perroux », *Revue Française de Science Politique*, vol. 56, n°4, pp. 555-592.

COHEN Antonin, 2012, *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, Presses Universitaires de France.

CONDON Stéphanie, 2000, « L'activité des femmes immigrées du Portugal à l'arrivée en France, reflet d'une diversité de stratégies familiales et individuelles », *Population*, vol. 2, n° 55 , pp. 301-330.

CORDEIRO Albano, 1989-1990, « La communauté portugaise protégée par le paratonnerre maghrébin », interview, Im'média/Plein Droit (Gisti), numéro spécial : « L'Europe multi-communautaire », pp. 115-118.

CORDEIRO Albano, 1989, « Le paradoxe de l'immigration portugaise », *Hommes & Migrations*, n° 1123, pp. 25-32.

CORDEIRO Albano, 1999, « Les Portugais, une population "invisible" », *Immigration et intégration : l'état des savoirs*, DEWITTE Philippe (ed.), Paris, La Découverte, pp. 106-111.

CORDEIRO Albano, 2004, « Comment interpréter la faible participation civique des Portugais de France ? Exception ou conformisme ambiant ? », *Cahiers de l'Urmis*, n° 9 : Portugais de France, immigrés et citoyens d'Europe, disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/urmis/34>, consulté le 18 décembre 2018.

CORDEIRO Albano, 2005, « Convergence 84 : retour sur un échec », *Plein droit*, n° 65-66 : « Etrangers en Europe, étrangers à l'Europe ».

CRAVO António, 1995, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Paris, L'Harmattan/CIEMI.

COUTO-POTACHE Dejanirah, 1982, « Les origines du féminisme au Portugal », in Fondation Calouste Gulbenkian, *Utopie et socialisme au Portugal au 19<sup>ème</sup> siècle, Acte du colloque du 10-13 janvier 1979*, Fondation Calouste Gulbenkian, Centre Culturel portugais, Paris, pp. 449-478 .

DA CUNHA Manuel Antunes, 2009, *Les Portugais face à leur télévision. Médias, migration et enjeux identitaires*, Rennes, PUR.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

DARD Olivier et SARDINHA-DESVIGNES Ana Isabel, 2018, *Célébrer Salazar en France (1930-1974). Du philosalarisme au salazarisme français*, Bruxelles, Peter Lang.

DEROUSSIN David, 2013, « L'idée corporative saisie par les juristes : de la corporation au pluralisme juridique », *Les études sociales*, n°157-158, pp. 147-185.

DESCAMPS Paul, 1935, *Le Portugal. La vie sociale actuelle*, Paris, Firmin-Didot et Cie.

DIAS Manuel, 1974, *Le cri d'un immigré*, Paris, Editions ouvrières (rencontre des peuples).

DOMINGOS Nuno et PEREIRA Victor (dir.), 2010, *O Estado Novo em Questão*, Lisboa, Edições 70.

DOS SANTOS Irène, 2007, « Les Luso-descendants : une nouvelle première génération d'émigrants ? », *Agora débats/jeunesse*, n° 45 : « Jeunes générations en Europe : regards croisés Est-Ouest », pp. 47-57.

DOS SANTOS Irène, 2010, *Les brumes de la mémoire : expérience migratoire et quête identitaire de descendants de migrants portugais de France*, thèse de doctorat d'anthropologie sociale, Paris, EHESS (non publiée).

DOS SANTOS Irène, 2015a, « Quand les 'Diables' deviennent de bien jeunes maires. Rite et politique dans le nord-est portugais », *Ateliers d'anthropologie*, numéro thématique : « Les 'jeunes' dans le sud de la Méditerranée », disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/ateliers/9978>, consulté le 18 décembre 2018.

DOS SANTOS Irène, 2015b, « Identité collective et construction politique d'une diaspora : usages du passé dans la migration portugaise », chap. 8, in *Mémoires des migrations et temps de l'histoire*, M. Amar, H. Bertheleu et L. Teulière (dir.), Tours : Presses Universitaires François Rabelais, pp. 139-157.

DOS SANTOS Irène, 2017 « Postures du chercheur dans les processus mémoriels et patrimoniaux des migrations. Réflexivité revisitée », *Communications*, n° 100, pp. 57-71.

DRAIN Michel, 1989, « A propos de la réforme agraire en Alentejo », *Recherches en Anthropologie au Portugal*, n° 1, pp 53-55.

DULPHY Anne et al. 2006, « L'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce) : nouvelles approches historiographiques des dictatures et de la transition démocratique (1960-2000). Introduction », *Histoire@Politique*, vol. 29, n°2, pp. 1-8.

DURAND Jean-Yves, 1991, « "Où la terre s'achève et la mer commence". Une anthropologie du Portugal », *Terrain*, n° 17, pp. 120-134.

DURAND Robert, 1992, *Histoire du Portugal*, Paris, Hâtier.

DUVERGER Maurice, 1961, *De la dictature*, Paris, Julliard.

ELIASOPH Nina, 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Économica, coll. « Etudes Sociologiques ».

ESPIRITO SANTO Inês, 2014, « Une place de visibilité paradoxales : les travailleuses portugaises en France de 1960 à nos jours », *Migrance*, n° 42 : Les femmes de l'immigration, XIX-XXe siècles, pp. 93-106.

ETIENNE Guillaume, 2015, *Les Sauveurs de sainte Solange. Les Portugais en Berry*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais.

FELDMAN-BIANCO Bela, 1992, « Multiple Layers of Time and Space: The construction of Class, Ethnicity and Nationalism among Portuguese Immigrants », *Annals of the New-York Academy of Sciences*, vol. 645, n° 6, pp. 145-174.

FELDMAN-BIANCO Bela, 1995, « A criação de uma nação (portuguesa) desterritorializada e a transnacionalização de famílias », *Cadernos CERU* (São Paulo), n°6, série 2, pp. 89-104.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

FOURNIER-FINOCCHIARO Laura et CLIMACO Cristina (org.), 2017, *Les exilés politiques espagnols, italiens et portugais au France au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan.

GARNIER Christine, 1952, *Vacances avec Salazar*, Paris, Grasset.

GARNIER Roxane 2005, *Un modèle européen de démocratie : le cas portugais*, Paris, LGDJ, coll. Bibliothèque constitutionnelle et de science politique.

GERALDES Alice, 1991, « Pratiques d'héritage dans une freguesia du Minho : un compromis entre loi et coutume », *Recherches en anthropologie au Portugal*, n°1, pp. 28-38.

GEORGEL Jacques, 1981, *Le salazarisme. Histoire et bilan*, Paris, Éditions Cujas.

GODINHO Vitorino Magalhães, 1978, « L'émigration portugaise (XVe-XXe siècles) : une constante structurale et les réponses aux changements du monde », *Revista de História Económica e Social*, n° 1, pp. 5-32.

HAJJAT Abdellali, 2012, *Les frontières de l'« identité nationale ». L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*, Paris, La Découverte.

HAMIDI Camille, 2010, Hamidi, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Économica, coll. « Etudes Sociologiques ».

HERMET Guy Hermet et al., 1978, *Des élections pas comme les autres*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

HERMET Guy, 1979, « L'exotisme superflu : réflexion sur les systèmes politiques de l'Europe du Sud », *Politique étrangère*, n°1, pp. 127-128.

HIBOU Béatrice, 2011, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte.

HILY Marie-Antoinette et Michel POINARD, 1984, « Un million de silencieux, les Portugais », *Politique Aujourd'hui*, n° 4, p. 87-98.

HILY Marie-Antoinette et Michel POINARD, 1985, « Fonctions et enjeux du mouvement associatif portugais en France », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 1, n° 1, pp. 25-35.

HILY Marie-Antoinette, 1996, « Immigrés et espace d'origine : le village des portugais », *Espace, Population, Société*, n° 2-3, pp. 507-512.

*Hommes & Migrations*, 1989, n° 1123 : L'immigration portugaise en France.

HURAUULT Emmanuel, 2000, « Le modèle portugais », in Marc-Olivier Baruch, Vincent Duclert, *Serviteurs de l'Etat*, Paris, La Découverte, pp. 439-447.

JELLEN Brigitte, 2004, « La presse portugaise et maghrébine des années soixante-dix, entre communauté et société », *Hommes & Migrations*, n° 1250, pp. 101-111.

KALAORA Bernard, 1989, « Paul Descamps ou la sociologie leplaysienne à l'épreuve du Portugal de Salazar », *Gradhiva*, n°6, pp. 50-64.

KALAORA Bernard et SAVOYE Antoine, 1989, *Les inventeurs oubliés. Frédéric Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, Champ Vallon.

KAPLAN Steven, 2001, « Un laboratoire de la doctrine corporatiste sous le régime de Vichy : l'Institut d'études corporatives et sociales », *Le Mouvement Social*, n°195, p. 35-77.

KERGOAT Danièle, 1973, *Bulldoz ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*, Paris Seuil.

KOLM Serge-Christophe, 1976, « Chili-Portugal : vers une théorie des processus révolutionnaires modernes », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 31<sup>e</sup> année, n° 6, pp. 1245-1261.

LA BARRE Jorge de, 1997, *Jeunes d'origine portugaise en association. On est européen sans le savoir*, Préface de Dominique Schnapper, Paris, L'Harmattan.

LAFFON Virginie, 1982, « Chronologie de la Réforme agraire et de la contre-réforme agraire ainsi que des principaux événements politiques (1974-1980) », *Tiers-Monde*, t. XXIII, n° 89, pp. 75-

84



*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

LAFFON Virginie, 1994, « Une chronique politique : les *danças* de Carnaval dans une *freguesia* rurale de l'Alentejo », in *Actes du colloque « Ethnologie du Portugal : unité et diversité »*, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian, pp. 49-57.

LE GALL Laurent et al., 2012, *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle*, Paris, Presses universitaires de Rennes.

LEAL João, 1999, « Saudade, la construction d'un symbole. 'Caractère national' et identité nationale », *Ethnologie française*, XXIX, n° 2 : « Portugal. Du Tage à la mer de Chine », pp. 177-189.

LEAL João, 2011, *Azorean Identity in Brazil and the United States: Arguments about History, Culture and Transnational Connections*, Dartmouth MA, Center for Portuguese Studies and Culture, University of Massachusetts.

LEANDRO Maria Engrácia, 1995a, *Au-delà des apparences : l'insertion sociale des Portugais dans l'agglomération parisienne*, Paris, L'Harmattan/CIEMI.

LEANDRO Maria Engrácia, 1995b, *Familles portugaise. Projets et destins*, Paris, L'Harmattan/CIEMI.

LEFFE André de, 1942, *La rénovation du Portugal par le président Salazar*, Poitiers, Imprimerie moderne, Renault & Cie.

LEITE Carolina, 1999, « Femmes et enjeux familiaux de la double résidence », *D'une maison à l'autre, parcours et mobilités résidentielles*, Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova (dir.), Grane, Créaphis, pp. 294-312.

LÉONARD Yves, 1994, *Le Portugal. Vingt ans après la Révolution des œillets*, Paris, La documentation française.

LÉONARD Yves, 1996, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne.

LÉONARD Yves, 2016, *Histoire du Portugal contemporain de 1890 à nos jours*, Paris, Chandeigne.

LÉVI Florence, 1977, « Modèles et pratiques en changement. Le cas des Portugaises immigrées en région parisienne », *Ethnologie française*, VII, n° 3, pp. 287-298.

LISI Marco, 2009, « New politics in Portugal: the rise and success of the left bloc », *Pôle Sud*, vol. 30, n°1, pp. 127-144.

LOPES Sergio, 1998, « Le Portugal et ses émigrés », *Présence portugaise en France*, F. Raveau et M.-B. Rocha-Trindade (org.), Lisbonne, Universidade Aberta, Centro de Estudos das Migrações e da Relações Interculturais, pp. 53-89.

LUCENA Manuel de, 1971, *L'évolution du système corporatif portugais à travers des lois*, mémoire de fin d'études, Institut de Sciences Sociales du Travail.

LUCENA Manuel de, 1976, *A evolução do sistema corporativo português*, 2 vols, Lisboa, Perspectivas e Realidades.

LYON Michel, 1962, « Portugal 1962 », *Après-demain*, n°45-46.

MAGONE José Maria, 2007, « Conquering electoral hegemony: a new beginning for Portuguese socialism? », *Pôle Sud*, vol. 27, n°2, pp. 121-142;

MANYA Judith, 2008, « Les Portugais d'Alger 1962-1974 », in *Nouvelles perspectives de la recherche française sur la culture portugaise. Etudes réunies et présentées par Saulo Neiva*, Clermont Ferranf, Presses Universitaires Blaise Pascal, Maison des Sciences de l'Homme.

MARCADE Jacques, 1988, *Le Portugal au 20<sup>ème</sup> siècle, 1910-1985*, Paris, PUF.

MARIZ Frédéric Rozeira de, 2005, « Le Portugal de Salazar et la droite extrême française, 1928-1945 », *French Politics, Culture & Society*, vol.23, n°2, pp. 28-42.

MASSIS Henri, 1961, *Salazar face à face. Trois dialogues politiques*, Paris-Genève, La Palatine.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

MENESES Filipe Ribeiro de, 2012, « Slander, Ideological Differences, or Academic Debate? The “Verão Quente” of 2012 and the State of Portuguese Historiography », *E-Journal of Portuguese History*, vol. 10, n°1.

*Migrance*, 2014, n° 43 : « La Révolution des Œillets et l'immigration portugaise ».

MONTEIRO Bruno et BORGES PEREIRA Virgílio (dir.), 2013, *A política em estado vivo. Uma visão crítica das práticas políticas*, Lisboa, Edições 70/Le Monde Diplomatique – Edição Portuguesa.

MONTEIRO Bruno, 2016, « Penser l'État. Une relecture de l'historiographie récente sur l' "Estado Novo" (2010-2015) », *Histoire@Politique*, n° 29, pp. 1-12.

MONTERO José Ramon et al., 2004, « Les sentiments antipartis en Europe du Sud », *Pôle Sud*, vol. 20, n°1, pp. 167-190.

MOSHER Jeffrey C., 2008, *Political struggle, Ideology, and State Building. Pernambuco and the Construction of Brazil, 1817-1850*, Lincoln, University of Nebraska Press.

MUÑOZ Marie-Claude, 1998, « Les fêtes au Portugal », *Informations sociales*, n° 70, pp. 42-51.

MUÑOZ Marie-Claude, 2002, « le renouveau de la création culturelle dans les associations portugaises », *Hommes & Migrations*, n° 1236, pp. 82-92.

NUNES João Pedro, 2013, « Le Gabinete Técnico de Habitação et la réforme du logement social à Lisbonne (1959-1974) », *Le Mouvement Social*, n° 245, pp. 83-96.

ORIOU Michel (dir.), 1984, 1988 *Les variations de l'identité : étude de l'évolution de l'identité culturelle des enfants d'émigrés portugais en France et au Portugal*, Nice, Rapport final de l'ATP CNRS 054, vol. 1 et vol. 2.

ORIOU Michel, 2004, « Editorial. Vingt ans après : la ‘portugalité’ introuvable », *Cahiers de l'Urmis*, n° 9 : Portugais de France, immigrés et citoyens d'Europe.

PEREIRA Miriam Halpern, 1980, « Fondements de la politique d'émigration portugaise (1850-1930) », *Peuples Méditerranéens*, n° 12, pp. 51-73.

PEREIRA Victor, 2003, « Le football parmi les migrants portugais (1958-1974) », *Migrance*, n°22, pp. 28-38.

PEREIRA Victor, 2007, « Emigration, résistance et démocratisation. L'émigration portugaise au crépuscule de l'Estado Novo », *Mélanges de la Casa Velázquez*, 37-1, pp. 219-240.

PEREIRA Victor, 2012, *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'Etat portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences po.

PEREIRA Victor, 2013, « Les pratiques clandestines en exil. Le parti communiste portugais, 1958-1974 » *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°38, pp. 93-107.

PEREIRA Victor, 2014, « Portugais en lutte : une mobilisation paradoxale », *Plein droit*, n° 100, pp. 40-44.

PEREIRA Victor, 2015, « Portugalidade para exportação : emigração e comunidades portuguesas », in Nuno Domingos, Bruno Monteiro (eds), *Este país não existe*, Porto, Deriva, 2015, pp. 23-32

PEREIRA Victor, 2016, « Allez-y voir, histoire de vérifier qu'on y respire bien la liberté'. Voyages de Français dans le Portugal révolutionnaire », *Ricerca Storica*, vol.1, p.71-81.

PEREIRA Victor, 2018, « Une Constitution pour un pays en transition ? La Constitution de 1976 lue par Duverger », in Damien Connil et Dimitri Löhrer (dir.), *40 ans d'application de la Constitution portugaise*, Paris, Institut Universitaire Varenne, pp.13-34.

PERROUX François, 1938, *Capitalisme et communauté de travail*, Paris, Sirey.

PIMENTEL Irène Flunser, 2011, *A cada um seu lugar. A política feminina do Estado Novo*, Lisboa, Editoras Temas e Debates e Círculo de Leitores.

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

PINA-CABRAL João, 1992-1994, « 'Matriarcat' et rôles conjugaux dans le Nord-Ouest du Portugal », *Recherches en Anthropologie au Portugal*, n° 4, pp. 37-51.

PINGAULT Jean-Baptiste, 2005, « Jeunes issus de l'immigration portugaise : affirmations identitaires dans les espaces politiques nationaux », *Mouvement Social*, 209, n° 4, pp. 71-89.

PINTO António Costa, 1986, « Fascist Ideology Revisited : Zeev Sternhell and His Critics », *European History Quarterly*, vol. 16, n°4, pp. 466-483.

PINTO António Costa, 1992, *O salazarismo e o fascismo europeu. Problemas de interpretação nas ciências sociais*, Lisboa, Estampa.

POINARD Michel, 1975, « Les élections portugaises d'Avril 1975 : une interprétation », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 46, fascicule 4, pp. 381-402.

POINARD Michel, 1988, « La politique d'un pays d'origine : le Portugal », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 4, n° 1 et 2, pp. 187-202.

POINARD Michel, 1991, *Les Portugais dans l'émigration : une géographie de l'absence*, thèse de Doctorat d'Etat, Toulouse.

POINARD Michel, 1993, « Bilans et leçons de l'immigration portugaise en France », *Espace Populations Sociétés*, n° 2, pp. 389-398.

POULANTZAS Nicos, 1975, *La Crise des dictatures : Portugal, Grèce, Espagne*, Paris, Maspero.

RAMOS Rui, 2015, *Quand le Portugal parlait français*, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian/Délégation en France.

*Recherches en Anthropologie au Portugal*, 2003, n° 9 : « 'Lusodescendance' : représentations, pratiques et enjeux », Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris.

*Recherches en Anthropologie au Portugal*, 2004, n° 10 : « Itinéraire d'un anthropologue : João de Pina-Cabral », Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris.

RETIF Sophie, 2013, *Logiques de genre dans l'engagement associatif. Carrières et pratiques militantes dans des associations revendicatives*, Dalloz-Sirey, coll. « Nouvelle Bibliothèque de Thèses ».

RIBEIRO Gladys Sabina, 2002, *A liberdade em construção. Identidade nacional e conflitos antilusitanos no Primeiro Reinado*, Rio de Janeiro, Faperj/Relume Dumará.

RIBEIRO Orlando, 1940, « Villages et communautés rurales au Portugal », *Bulletin de l'Association de géographes français*, n°130-131, pp. 51-60.

ROCHA-TRINDADE Maria Beatriz, 1973, *Immigrés portugais : observation psycho-sociologique d'un groupe de Portugais de la banlieue parisienne (Orsay)*, Lisbonne, Instituto Superior de Ciências Sociais e Política Ultramarina (thèse de doctorat soutenue en Sorbonne en 1970).

ROCHA-TRINDADE Maria Beatriz, 1999, « Réseaux de transnationalité : le cas portugais », *Ethnologie française*, XXIX, n° 2 : « Portugal. Du Tage à la mer de Chine », pp. 255-262.

ROCHA-TRINDADE Maria Beatriz, 2014, « Le Conselho das Comunidades Portuguesas comme pièce centrale de la politique migratoire de l'après-25 avril », *Migrance*, n° 43, pp. 71-82.

ROUSSELIER Nicolas, 2015, *La force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard.

RUDEL Christian, 1968, *Le Portugal et Salazar*, Paris, Éditions ouvrières.

RUDEL Christian, 1980, *La liberté couleur d'aillet. Histoire du XX<sup>ème</sup> siècle portugais*, Paris, Fayard.

SALAZAR António de Oliveira, 1937, *Comment on relève un État*, Paris, Flammarion.

SAMSON Odette, 1938, *Le corporatisme au Portugal*, Paris, Librairie technique et économique.

SANTO Moisés Espirito, 1979, *La religion paysanne dans le Nord du Portugal*, Thèse de 3<sup>ème</sup> cycle, EHESS, 1979;

*Le Portugal depuis la révolution des Œillets. Dynamiques politiques et sociales*, dirigé par Christophe ROUX, Marie Héléne SA VILAS BOAS et Victor PEREIRA, Paris, L'Harmattan, 2022.

SANTO Moisés Espirito, 1983, « *La religion des paysans portugais* » *Arquivos do Centro Cultural Português*, vol.19, pp. 49-78 ;

SAUSSAY Christian du, 1973, *L'évolution constitutionnelle du Portugal contemporain*, Thèse en droit, Université de Nice.

SCHMITTER Philippe C., 1975, « Le parti communiste portugais ». *Études internationales*, vol. 6, n° 3, pp. 375-388.

SCHMITTER Philippe C., 1977, « Portée et signification des élections dans le Portugal autoritaire (1933-1974) », *Revue Française de Science Politique*, n°1, pp. 92-122.

SCHMITTER Philippe C., 2009 « 13. La démocratisation au Portugal en perspective », in *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Editions Karthala, pp. 291-315.

SCHMITTER Philippe C. et FOURNIER Christian, 1995, « Groupes d'intérêts et consolidation démocratique en Europe méridionale », *Pôle Sud*, n°3, pp. 5-37.

SCOTT James, 1985, *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press,

SCOTT James, 2009, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. Paris, Éditions Amsterdam.

SILVA E COSTA Manuel, 1988, « Conscience religieuse et conscience sociale dans la société paysanne portugaise », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 59, fascicule 2-3, pp. 327-340.

STORA Benjamin, 1999, *Le transfert d'une mémoire. De 'l'Algérie française' au racisme anti-arabe*, Paris, La Découverte.

STRUDEL Sylvie 2004, « Participation des Portugais aux élections européennes et municipales en France », *Cahiers de l'Urmis*, n° 9 : Portugais de France, immigrés et citoyens d'Europe, disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/urmis/35>, consulté le 18 décembre 2018.

TELO António José, 1997, « Emigração, exílio e democracia em Portugal », *Exils et migrations ibériques au XXe siècle*, n° 3-4, pp. 155-167.

VALE DE ALMEIDA Miguel, 2000, *Um mar da cor da terra. 'Raça', cultura e política da identidade*, Oeiras, Celta.

VIDAL Frédéric, 2006, *Les habitants d'Alcântara. Histoire sociale d'un quartier de Lisbonne au début du 20e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

VILLANOVA Roselyne de, LEITE Carolina et Isabel RAPOSO, 1994, *Maisons de rêve au Portugal*, Paris, Créaphis.

VOLOVITCH-TAVARES Marie-Christine, 1995, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Paris, Autrement.

VOLOVITCH-TAVARES Marie-Christine, 1997, « Du temps des baraques au temps de la mémoire retrouvée », *Hommes & Migrations*, n° 1210 : Portugais de France.

VOLOVITCH-TAVARES Marie-Christine, 2002, « L'émergence des associations portugaises, de l'invisibilité à la légalité », *Migrance*, hors série, 4e trimestre, pp. 69-87.

VOLOVITCH-TAVARES Marie-Christine, 2006, « Les travailleurs immigrés portugais des Trente Glorieuses », *Hommes & Migrations*, n° 1263, pp. 70-83.